

Les énergies fossiles dans le viseur de la COP28

Huit ans après l'accord de Paris, la conférence mondiale sur le climat s'ouvre jeudi à Dubaï. Avec pour cible le charbon, le gaz et le pétrole, principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre.

Aymeric Renou

PRÈS DE 100 000 participants – un record – sont attendus à partir de jeudi et jusqu'au 12 décembre pour la COP28 au centre Expo City de Dubaï, aux Émirats arabes unis. Comme à chaque édition depuis le sommet de la Terre à Rio en 1992, les discussions entre négociateurs et délégations nationales lors de cette nouvelle conférence des Nations unies sur les changements climatiques risquent d'être aussi houleuses qu'interminables.

Objectif : réussir – peut-être – à atterrir sur une déclaration d'intention commune ou mieux, à un nouvel accord mondial autour d'une urgence que les climatologues jugent de plus en plus brûlante.

Nous ne tiendrons pas l'objectif de stabilisation du climat sous les 1,5 °C d'augmentation des températures

Ronan Dantec, président de Climate Chance



L'AFP/RED DUGIT

L'organisation de la COP28 en terres pétrolières, à Dubaï aux Émirats arabes unis, a paradoxalement été un atout pour les ONG environnementales afin de tirer à vue sur l'usage du charbon, du gaz et du pétrole et de redemander la sortie des énergies fossiles.

donne le ton, tout en faisant écho aux alertes successives des scientifiques du Giec : « Les principes fondamentaux de l'accord de Paris ne sont pas encore respectés » et « la charge de la réponse incombe à 20 pays responsables de 80 % des émissions mondiales », lançait le responsable de l'institution Simon Stiell à publication du document.

Un second rapport, sorti il y a quelques jours et émanant cette fois-ci de l'association

les ONG. « Habituellement, nous commençons à préparer notre calendrier diplomatique dans le courant de l'été en vue d'une COP organisée en fin d'année, continue Arnaud Gilles. Cette fois-ci, nous nous sommes mis au travail dès le mois de janvier tant l'annonce de la désignation du Sultan al-Jaber, ministre émirien de l'Industrie et patron du géant pétrolier ADNOC, comme président de cette COP, a suscité un énorme regain de mobilisation de la société civile et du monde associatif ».

Sur cet épineux sujet, la délégation française, représentée par Emmanuel Macron, qui doit se rendre à Dubaï le 2 décembre avant de passer le relais à son ministre de la Transition écologique Christophe Béchu, milite elle aussi pour « un accord sur une sortie rapide et équitable de toutes les énergies fossiles », mais en modulant toute obligation « avec des échéances claires et différenciées selon les niveaux de développement des pays, et sans recourir aux fausses solutions comme la capture et le stockage du carbone ».

Priorité sera également donnée, pour la France, au

« développement massif des renouvelables et de l'efficacité énergétique ».

Une transition plus juste

La question du financement des efforts nécessaires entre pays riches et ceux en développement, déjà largement débattue à Charm el-Cheikh l'année dernière, sera égalemment au centre des débats. « Les inégalités climatiques révèlent chaque année un peu plus leur profonde violence, juge Guillaume Compain, chargé de plaidoyer climat chez Oxfam France. La COP28 doit placer la justice climatique en son cœur et cela passe par une hausse importante des dons aux pays du Sud, en particulier pour soutenir l'adaptation et la réponse aux catastrophes. »

Pour y arriver, les ONG plaident pour la mise en place concrète de « fonds pour les pertes et dommages » et l'arrivée effective des 100 milliards de dollars (91 milliards d'euros) promis par les pays les plus riches pour aider les plus en difficulté et les plus soumis aux catastrophes naturelles, dont le nombre et l'intensité s'aggravent sous l'effet du réchauffement du climat



REUTERS/LESLIE MARCELINO

La nomination de Sultan al-Jaber (ici en août au Brésil), ministre de l'Industrie et patron du géant pétrolier ADNOC, comme président de la COP28 suscite de vives critiques.